

Paris, le 6 septembre 2017

Monsieur Jean-Michel BLANQUER
Ministre de l'Éducation nationale
110, rue de grenelle
75007 Paris

N/R : SC/NA 4 17/18

Monsieur le Ministre,

Les suppressions de contrats aidés sont une mauvaise nouvelle pour l'École et un coup dur porté aux personnes qui se trouvent privées d'emploi.

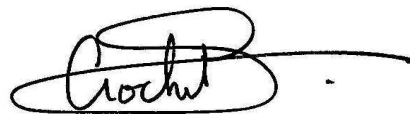
Nous avons bien noté l'augmentation du nombre d'emplois d'AESH, mais nous estimons qu'elle ne permettra ni de couvrir les besoins d'accompagnement des élèves en situation de handicap ni de maintenir dans l'emploi la totalité des personnes concernées par les réductions de contrats. Nous sommes très attachés à l'ambition de l'École Inclusive. Pour se réaliser, celle-ci a besoin notamment de moyens d'accompagnement.

S'agissant de l'aide administrative aux directeurs d'école, nous dénonçons sa disparition. Cette aide a été mise en place il y a plus de dix ans pour répondre aux besoins exprimés par les directeurs depuis très longtemps. Depuis, elle n'a cessé de diminuer alors que les tâches administratives, elles, n'ont cessé de se multiplier. Les écoles, et les directeurs en particulier, ne peuvent accepter que les dernières mesures de l'été signent sa fin, alors qu'il faut au contraire pérenniser ces missions.

Enfin, nous regrettons la brutalité de la décision qui, en cette période de rentrée, prive d'emploi des milliers de personnes engagées dans la vie des écoles et des établissements.

Nous savons que vous serez attentifs à notre démarche et restons à votre disposition pour recueillir toutes les informations rassurantes et échanger sur les évolutions qui permettraient de construire des solutions pérennes. Les missions assurées par ces personnels constituent depuis trop longtemps une variable d'ajustement.

Je vous prie de croire, Monsieur le Ministre, en l'expression de mes respectueuses salutations.



Stéphane CROCHET
Secrétaire général